

Aux médias

Lausanne, 2 mars 2020

Communiqué de presse : Référendum contre l'accord de libre-échange avec l'Indonésie

Bonjour,

Le 27 janvier 2020, le syndicat des paysans et paysannes Uniterre et le vigneron Willy Cretegnny ont officiellement lancé le référendum contre l'accord de libre-échange avec l'Indonésie. Entre-temps, outre les Jeunes Socialistes, les Jeunes Verts, l'Association des petits paysans, Slow Food et de nombreuses autres organisations se sont également prononcés en faveur du référendum. Malgré ce délai, environ 27' 000 signatures ont déjà été recueillies au cours du premier mois.

L'Indonésie est le plus grand producteur mondial d'huile de palme, exportant plus de 30 millions de tonnes d'huile de palme brute et raffinée en 2018. Cette production est étroitement liée au défrichement ou aux incendies à grande échelle de forêts vierges pour la production d'huile de palme, ainsi qu'aux émissions massives de gaz à effet de serre. Les monocultures détruisent irrémédiablement l'une des forêts tropicales les plus riches en espèces du monde : les populations indigènes, les agriculteurs et les paysans sont déplacés en conséquence. Près de 10 % de la superficie des terres sont désormais constitués de plantations de palmiers à huile.

Le greenwashing au plus haut niveau de la chaîne de valeur

Selon l'accord économique de l'AELE, les importations d'huile de palme (conformément au paragraphe 2 lit. A) doivent répondre aux critères suivants : «qu'elle n'ait pas été produite en violation des lois, politiques et pratiques visant : à protéger la forêt primaire, les tourbières et les autres écosystèmes d'importance particulière de l'Indonésie; à protéger l'air et l'eau de la pollution; et à garantir les droits des populations locales et, en particulier, des populations autochtones et des travailleurs agricoles¹.»

Il est évident que les critères mentionnés ci-dessus sont violés de manière flagrante et étendue. Mathias Stalder, coordinateur du référendum, critique également «le fait que les clauses de durabilité invoquées par les ONG comme étant progressistes sont exclues du tribunal arbitral, et qu'en outre il y a un manque de possibilités de contrôle et de sanctions contraignantes.»

Manque de transparence et absence de durabilité

Une enquête menée par le gouvernement indonésien en août 2019² a révélé que 81% des plantations de palmiers à huile étaient en infraction avec les exigences du gouvernement. Par exemple, de nombreuses entreprises de plantation n'ont pas de permis de culture et ne respectent pas les normes nationales de durabilité ; il s'agit souvent de plantations illégales dans des zones de protection des forêts ou des tourbières. Le réseau de recherche Trase (Transparent supply chains for sustainable economies)³ a publié une étude sur les chaînes d'approvisionnement en huile de palme en Indonésie au début de 2020. Cinq groupes de sociétés contrôlent les deux tiers des raffineries et exportent, s'approvisionnant auprès de centaines de moulins, qui sont à leur tour approvisionnés par des centaines de milliers de petits agriculteurs. Leurs recherches révèlent des «zones d'ombre importantes» dans les informations sur la propriété - jusqu'au point de dissimulation - rendant la traçabilité difficile, voire impossible. On ne sait toujours pas comment les raffineries, avec des obligations de déforestation zéro, sont en mesure d'identifier d'où les usines tirent leurs produits. L'analyse de «Trase» montre clairement que les capacités des usines actuelles sont bien

supérieures à leur production actuelle (85 millions de tonnes contre 41 millions de tonnes en 2018). Ils craignent donc une extension des plantations de 1,5 million d'hectares de forêt vierge.

Les "pyromanes" sont en Suisse

Alors qu'en septembre 2019, 300'000 hectares de forêt tropicale ont brûlé en Indonésie, une superficie plus grande que le canton du Tessin, la Suisse alimente la propagation des monocultures de palmiers à huile avec un accord de libre-échange avec l'Indonésie. De grandes entreprises telles qu'Unilever, Mondelez, Nestlé et Procter & Gamble (P&G), ainsi que des négociants en huile de palme comme Wilmar, achètent de l'huile de palme à des producteurs liés aux nombreux incendies en Indonésie, selon une étude de Greenpeace International⁴ datant de novembre 2019. Quatre sociétés de commerce de matières premières, toutes basées à Genève, en profitent également : Cargill, Bunge, Louis Dreyfuss Company et Olan. Ensemble, ils génèrent des profits annuels de 220 milliards de dollars US, ce qui équivaut au produit national brut total des 40 pays les plus pauvres.

Accès à la terre et mise en œuvre de la réforme agraire

En réponse aux incendies massifs de forêt, notre organisation sœur, l'Union des paysans indonésiens (SPI), a appelé le gouvernement à transformer le modèle agricole indonésien en une agriculture agroécologique et à donner la priorité à la souveraineté alimentaire. «S'abstenir de pratiques agricoles destructrices n'est que dans l'intérêt des marchés internationaux, qui sont actuellement au bord de la crise», ont-ils écrit dans une déclaration d'octobre 2019. «Avant la libéralisation du commerce, l'Indonésie exportait du riz et aujourd'hui le pays est obligé d'en importer près de 2 millions de tonnes. Plus de 20 % de la population indonésienne souffre de malnutrition, la moitié des gens vivent en dessous du seuil de pauvreté», écrit le secrétaire syndical Rudi Berli, «dont beaucoup sont de petits agriculteurs et des sans-terre».

La pression concurrentielle continue de s'accroître

Les 12'500 tonnes de contingents d'huile de palme sont en concurrence directe et déloyale avec la production nationale de graines oléagineuses. Comparaison des prix: 2.64 frs/kg pour l'huile de colza après transformation, 2.59 frs/kg pour l'huile de tournesol, contre 2.51 frs/kg pour l'huile de palme (droits de douane inclus). Une réduction de 35 % des droits de douane, comme stipulé dans l'accord de libre-échange avec l'Indonésie, signifie une réduction de 40 centimes. Rudi Berli, producteur de légumes et porte-parole du comité référendaire, critique: «La réduction des droits de douane sur les importations d'huile de palme stimule en outre la demande. L'objectif d'obtenir des matières premières agricoles aussi librement que possible et au prix le plus bas possible est ici mis en œuvre. Avec des conséquences fatales pour l'homme et l'environnement - au seul bénéfice de l'agro-industrie.»

La date limite du référendum expire le 9 avril 2020. Les feuilles de signature doivent être renvoyées au comité référendaire avant le 20 mars 2020.

Contact médias :

Rudi Berli (DE/FR): 078 707 78 83

Willy Cretegnny (FR): 079 626 08 25

www.stop-huile-de-palme.ch

¹ **Nachhaltigkeit im Handelsabkommen mit Indonesien von Dr. jur. Elisabeth Bürgi Bonanomi**

https://boris.unibe.ch/132880/1/Buergi-Bonanomi_EFTA-Indonesien_CEPA_palmoil.pdf

² **81% of Indonesia's oil palm plantations flouting regulations, audit finds** - Hans Nicholas Jong

<https://news.mongabay.com/2019/08/81-of-indonesias-oil-palm-plantations-flouting-regulations-audit-finds/>

³ **Trase Corporate ownership and dominance of Indonesia's palm oil supply**

<http://resources.trase.earth/documents/infobriefs/infobrief09EN.pdf>

⁴ **Burning down the House: How Unilever and other global brands continue to fuel Indonesia's fires**

<https://storage.googleapis.com/planet4-international-stateless/2019/11/5c8a9799-burning-down-the-house-greenpeace-indonesia-fires-briefing.pdf>